

Les jeunes et le nouveau rapport à l'argent



Les pratiques de consommation des jeunes diffèrent parfois de celles du reste de la population. Non parce qu'ils auraient des comportements compulsifs mais parce qu'ils adoptent des stratégies collectives originales.

© Gerhard Seybert / Fotolia

Par **Fabrice Plomb**, maître d'enseignement et de recherche, et **Nicolas Thorens**, assistant diplômé ; Domaine science des sociétés, des cultures et des religions ; Université de Fribourg

Le 14 novembre 2013, le Domaine science des sociétés, des cultures et des religions de l'Université de Fribourg [1] a organisé une journée d'échange entre scientifiques et praticien-ne-s du terrain dans le but d'établir un état des lieux des connaissances scientifiques et empiriques sur les pratiques financières des jeunes en Suisse. Les jeunes ont-ils des pratiques de consommation, des accès aux ressources économiques et une gestion budgétaire différents du reste de la population ?

Il ne fait aucun doute pour Hervé Glévarec [2] qu'on observe aujourd'hui un phénomène nouveau chez les préadolescents dès 10-12 ans : ils expriment et affichent leurs goûts notamment en matière de musique, d'habillement, de style culturel. Ils sont très tôt plongés dans les univers de la consommation et dans un régime de jouissance. Paradoxalement, ce constat les rapproche plutôt qu'il ne les éloigne de leurs parents et d'un devenir adulte. Les styles de consommation symbolisent ainsi, chez les jeunes, les étapes du « grandir » entre pairs. Ce sont ces ritualités entre pairs qui peuvent faire penser aujourd'hui que les jeunes seraient dépendants de la consommation, enclins à la compulsivité, prêts à s'endetter pour ne pas reporter la jouissance des biens convoités.

Ces pratiques visibles deviennent l'aune à laquelle on mesure la capacité des jeunes à devenir des acteurs économiques rationnels. Ainsi, de nombreux articles de journaux prétendent que 80% des personnes surendettées auraient contracté leur première dette avant 25 ans. Pour Sébastien Mercier, conseiller juridique chez Caritas Suisse,

il s'agit là d'un chiffre fantôme basé sur aucune source d'information, mais malgré tout largement diffusé. En réalité, les chiffres de Caritas montrent que seules 7% des personnes suivies par les institutions de désendettement ont moins de 25 ans. Pour Rémy Kammermann, représentant de Dettes Conseils Suisse, le facteur déterminant de l'endettement n'est pas non plus l'appartenance à la catégorie « jeunes ». Au contraire, la plupart des personnes venant chercher de l'aide auprès de l'institution a entre 30 et 50 ans. Le vrai fossé se situerait plutôt entre les personnes n'ayant pas de formation post-obligatoire et les diplômés universitaires, ces derniers étant largement sous-représentés parmi leurs interlocuteurs.

Les jeunes épargnent comme les aînés

Cette journée d'échanges a donc montré que les connaissances à disposition aujourd'hui remettent en question beaucoup d'idées reçues en la matière. Du côté des statistiques, aussi bien les données à disposition de l'Office fédéral de la statistique (OFS) que celles du Panel suisse des ménages présentent des résultats contre-intuitifs. L'étude SILC (Survey on income and living conditions), menée en ce moment par l'OFS (Thomas Christin), propose de considérer à la fois les crédits, les arriérés de paiement et les découverts bancaires. Si ceux-ci dépassent les 2/3 du revenu mensuel disponible, la situation est alors considérée comme critique. Selon ce critère, il n'y a pas de distinction importante entre les jeunes et leurs aînés. D'autres études statistiques arrivent à des résultats similaires. Boris Wernli, de la Swiss Foundation for Research in Social Science, qui a comparé les pratiques économiques des jeunes de moins de 25 ans avec le reste de la population, ne constate pas non plus de différence massive quant à leur endettement. Si les ménages des jeunes ne vivant plus chez leurs parents ont un niveau de vie plus modeste que leurs aînés, ils sont presque aussi nombreux à épargner au moins 400 CHF par mois (61% contre 65%). L'enquête SAJE (Socialisation économique : l'argent et les jeunes) de son côté montre également que l'épargne est une préoccupation et une pratique courante chez les jeunes apprentis en particulier, qui anticipent ainsi l'avenir [3].

Du point de vue qualitatif, on constate toutefois un certain nombre de conditions critiques propres à cette période moratoire de la jeunesse : l'héritage de dettes à la majorité, le piège fiscal (premiers impôts non anticipés), un pouvoir de négociation faible face aux instituts financiers, une période de dépendance qui devient un risque lorsque la famille se retire (taux de jeunes à l'aide sociale plus élevé que celui des plus de 30 ans), etc. Les jeunes ne sont toutefois pas passifs face à ces conditions. Lors de la journée d'échanges, plusieurs intervenant·e·s l'ont souligné [4]. Caroline Henchoz a ainsi montré qu'ils développent tout un ensemble de stratégies collectives qui mettent en œuvre d'autres rationalités pratiques que la rationalité économique prescrite et légitime habituellement représentée par le budget en tant que mise en lien des moyens et des fins en vue d'un avenir maîtrisé. Si la transmission joue un rôle important dans la socialisation économique des jeunes, l'expérimentation collective et individuelle participe également à la production de ressources originales. Il en est ainsi de toutes les pratiques de mutualisation mises en évidence par Annamaria Colombo et Adrien Oesch concernant les jeunes précaires et la socialisation par la marge : pratiques du squat chez des amis ou co-locations, mise en commun de ressources pour les fêtes, deals de marchandises diverses, l'appropriation d'espaces publics, etc. Bref, les sous-cultures jeunes sont profondément imbriquées avec les pratiques de production, de gestion et d'usage de l'argent en ce sens qu'elles constituent des marchés parallèles de l'estime de soi, là où les adultes ont des usages plus individualistes du monde de la consommation.

Les contre-cultures de la consommation

L'argent est marqué socialement dans les significations que lui donnent les jeunes et dans ses usages. Il est également marqué culturellement comme l'évoque Francesca Poglia Mileti en parlant de l'ascétisme observé chez certains jeunes musulmans qui créent des contre-cultures de la consommation ; ou encore comme le montre Dino Belometti, chargé de projet à la ville de La Chaux-de-Fonds, dans ses interventions dans les quartiers populaires face aux demandes des familles issues de l'immigration.

En conclusion, on peut dire que la mise en commun de ces connaissances, pour l'instant partielles et amenées à se développer dans la recherche SAJE, des pratiques financières des jeunes ouvre des portes à l'intervention sociale qui vont au-delà d'une prévention qui projetterait les peurs des adultes sur l'écran de la jeunesse. Sophie Rodari a ainsi évoqué, dans la synthèse de la journée, plusieurs pistes d'intervention développées en Europe qui intègrent l'éducation financière, au-delà des écoles, dans des pratiques d'insertion professionnelle là où les entrées et sorties du monde du travail sont des facteurs de risque de l'endettement. Ces initiatives pédagogiques semblent d'ailleurs en plein développement dans le contexte suisse, comme l'illustrent les présentations d'Isabelle Baume (Ficelles du Budget) et de Nicolas von Muhlenen (Caritas Fribourg). Ils décrivent des expériences d'ateliers de réflexion et de formation autour de la gestion budgétaire, organisés dans des écoles professionnelles. Les ateliers proposés par Les Ficelles du Budget consistent par exemple en trois périodes de 45 minutes, durant lesquelles des professionnels du travail social et de l'éducation invitent les jeunes à élaborer un budget, en tenant compte de diverses situations de vie. C'est l'occasion de sensibiliser les élèves aux conséquences d'un budget mal tenu en leur suggérant des pistes pour éviter de tomber dans la spirale de l'endettement. Les retours très positifs des élèves indiquent un véritable intérêt des jeunes en formation professionnelle pour les questions financières, ce qui montre encore une fois qu'ils ne sont pas que des consommateurs compulsifs.

[1] Dans le cadre de la recherche SAJE financée par le Fonds national suisse de la recherche : [lien internet](#).

[2] Sociologue et directeur de recherche au CNRS-France.

[3] Lire les articles de Caroline Henchoz publiés par REISO : « [Les étudiants et l'argent](#) » ainsi que « [Les apprentis et l'argent](#) ».

[4] Les documents PowerPoint de la plupart des présentations du colloque sont disponibles sur [cette page internet](#).